

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 23 JUIN 2017

mettant en demeure la société LE BRONZE INDUSTRIEL
à Sélestat de respecter les dispositions d'exploitation de ses installations de refroidissement évaporatif par
dispersion d'eau dans un flux d'air

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU l'Arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 autorisant la société LE BRONZE INDUSTRIEL (ex ALSAFIL) à augmenter la capacité de traitement de la ligne d'électrozingage et régularisation administrative de ses activités de production et de stockage existantes à Sélestat,
- VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le rapport du 16 mai 2017 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT qu'il est apparu lors d'une inspection du 25 avril 2017 des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air de la société LE BRONZE INDUSTRIEL à Sélestat, que les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel susvisé du 14 décembre 2013 n'étaient pas respectées, pour les raisons détaillées en regard :

- **Point 3.1 de l'Annexe I :** Le personnel au sein de la société LE BRONZE INDUSTRIEL et le personnel d'une entreprise tierce susceptibles d'intervenir sur l'installation ont suivi des formations qui datent de plus de 5 ans et qui ne prennent pas en compte la nouvelle réglementation sur les TAR (Arrêté ministériel du 14 décembre 2013) ;
- **Point 2.5.2.a. de l'annexe I :** L'accès aux parties hautes des tours-aéroréfrigérantes du site et notamment aux rampes de dispersion ne se fait pas dans des conditions de sécurité. Les tours du site ne sont pas équipés de moyens d'accessibilité permettant à tout instant de vérifier leur bon état d'entretien et de maintenance ;
- **Point 2.5.2.a. de l'annexe I :** Il existe plusieurs bras morts au niveau des trois circuits du site notamment au niveau du circuit fonderie. Les bras morts ont été identifiés dans l'analyse méthodique des risques mais ne sont pas gérés ;

- **Point 3.7 – I.1.b et I.2.b de l'annexe I** : L'exploitant ne dispose pas d'une fiche de stratégie de traitement justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée et mentionnant les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de ses installations de refroidissement, ainsi que les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés ;
- **Point 5.9 de l'annexe I** : L'exploitant n'analyse pas les eaux de rejets de ces TAR et n'a pas mis en place un plan de surveillance des rejets spécifiques aux produits de décompositions des biocides utilisés, ayant un impact sur l'environnement.

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : La société LE BRONZE INDUSTRIEL dont le siège social est situé Voie de Chalons, Route départementale 977, 51600 SUIPPES est mise en demeure de respecter dans un délai de **quatre mois** les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel susvisé du 14 décembre 2013 pour l'exploitation de ses installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air situées au 21 VIEUX CHEMIN DE BERGHEIM, 67600 SELESTAT:

- **Point 3.1 de l'Annexe I** : *« [...] L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :
 - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
 - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
 - les dispositions du présent arrêté. [...] »* ;
- **Point 2.5.2-a de l'Annexe I** : *« [...] L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts [...] L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes. La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité ; ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour. [...] »* ;

- **Point 3.7 - I.1.b et I.2.b de l'Annexe I :** « [...] Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.[...] L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.[...] Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. » ;
- **Point 5.9 de l'Annexe I :** « L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 5.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifiques aux produits de décompositions des biocides utilisés, ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement [...]. Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. [...] ».

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société LE BRONZE INDUSTRIEL, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le Sous-préfet, le maire de la ville de Sélestat, , sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général



Yves SEGUY

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif Strasbourg)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.